

À NEW-YORK, KHROUCHTCHEV OFFRE LA “PAIX DES RÉGIMES”...

POUR la première fois depuis la Révolution d'Octobre, le plus haut dirigeant de la Russie Soviétique a foulé le sol des U.S.A. Dans New-York, dominée par les «gratte-ciel» qui témoignent du développement colossal du capitalisme américain, Nikita Khrouchtchev est venu discuter, d'homme à homme, avec celui que la propagande communiste présentait comme le symbole de la perversion: le Président Dwight Eisenhower. La portée historique de cette rencontre, impensable il y a seulement deux ans, quand sévissait Foster Dulles, est de nature à modifier fondamentalement les données de politique internationale.

Comme son illustre prédécesseur Lénine, pour qui la S.D.N. n'était qu'«un repaire de brigands», Khrouchtchev, donne en matière diplomatique la primauté aux contacts directs. Il n'a jamais caché son scepticisme, quant aux résultats de la conférence de Genève. Ainsi qu'il dit sans ambage aux Américains: « *Mettons-nous d'accord... et les petites nations seront obligées de nous suivre dans cette voie* ».

Certes, les raisons multiples qui militent en faveur d'un rapprochement des «deux Grands» ne sont pas d'ordre sentimental. Le dégel de la «guerre froide» amorcé par les échanges culturels, s'inscrit dans une grande perspective économique, où il est moins question d'opposer le communisme à l'*American way of life*, que de développer radicalement le potentiel productif de l'Union Soviétique, compromis par un militarisme paralysant.

La libéralisation indéniable du régime depuis que Khrouchtchev a triomphé de la séquelle du stalinisme, ne peut se poursuivre que dans un climat de paix. Or, la sécurité dans la paix, ne peut s'envisager que si les deux grands Etats y souscrivent. Eisenhower, dont l'ambition est d'être le Président de la Paix, et Khrouchtchev qui rêve de «donner» le confort matériel à son peuple, semblent être les hommes qui conviennent à cette situation particulière et singulièrement le Premier Soviétique.

POSITION DOCTRINALE...

Si on l'expurge des inévitables démagogies de tribune; la déclaration de Nikita Khrouchtchev à l'Assemblée Générale de l'O.N.U. témoigne d'une volonté de régler dans le temps les différents Est Ouest. Si M. Herter a cru de voir déclarer «qu'elles n'étaient pas nouvelles» les propositions du Chef d'Etat russe n'en sont pas moins intéressantes.

Quelles sont-elles pour l'essentiel?

Première étape: Les effectifs des forces armées des U.S.A., de l'U.R.S.S. et de la Chine populaire seraient réduites à 1.700.000 hommes. Ceux de la Grande-Bretagne et de la France à 650.000.

Deuxième étape: Liquidation de toutes les formes militaires et suppression des bases militaires à l'étranger.

Enfin, la troisième étape prévoit la liquidation des armes nucléaires, des fusées et de l'aviation militaire. Les ministères de la Guerre seraient supprimés en même temps qu'il serait interdit de procéder à des dépenses militaires, quelles qu'elles soient.

Le projet soviétique prévoit pour le respect de ces trois étapes une commission de contrôle composée de représentants de toutes les nations et disposant de tous les pouvoirs d'investigations. Cela c'est la position doctrinale, dont évidemment les mobiles de propagande ne sont pas exclus.

...ET POSITION DE REPLI:

Il est hors de doute que les nations occidentales ne pourront y souscrire. En premier lieu, la France, pour qui une réduction des effectifs militaires sera impensable tant que durera le conflit algérien, et qui ambitionne d'adhérer au Club atomique, après avoir procédé aux essais du Sahara.

De leur côté, les Américains, piqués au vif par le succès de Lunik II, espèrent dans les deux années qui viennent, combler le retard qui les sépare de la science soviétique. Si Khrouchtchev leur a demandé de mettre leur missile «au vestiaire», ils n'y consentiront de plein gré qu'après avoir la certitude de l'équilibre des performances.

Il est donc probable que tous se retrouveront sur les positions de repli des Soviétiques, les seules sérieuses. A savoir:

- création d'une zone de contrôle et d'inspection avec réduction (non chiffrée) des troupes étrangères en Europe occidentale;
- création d'une zone désatomisée en Europe centrale;
- retrait de toutes les troupes étrangères et liquidation des bases.

Et enfin, signature d'un pacte de non agression entre les Nations membres de l'O.T.A.N. et celles du Pacte de Varsovie.

ET L'ARMEE ROUGE?

Ces propositions postulent une démilitarisation lente et temporaire, susceptible de ménager les oppositions intérieures des nations qui s'y rallieront - y compris l'U.R.S.S où la reconversion des militaires en masse productive rendue nécessaire par les objectifs du plan septennal, ils risquent de désorganiser une armée pléthorique, qui jouait le rôle de classe dirigeante jusqu'alors. Les cadres de l'Armée Rouge accepteront-ils de plein gré d'être dépossédés des prérogatives que lui avait garanties le régime stalinien? Il est trop tôt pour en augurer. Néanmoins, il n'est pas douteux que le refus des Nations occidentales ne pourrait que servir leur cause qui trouve sa substance dans la guerre froide. Ainsi singulièrement le sectarisme de l'Ouest renforcerait ce que l'U.R.S.S. avait de plus méprisable.

A défaut d'Internationale ouvrière qui réglerait les problèmes autrement que par les voies de la diplomatie, il semble que l'accord des Grands sur les «plateformes» de Khrouchtchev soit la seule chance de répit pour les années à venir.

Joe LANEN.
